

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Endiguer-l-isolationnisme-interventionniste-providentialiste-US>

Endiguer l'isolationnisme interventionniste providentialiste US

- Empire et Résistance - OTAN -

Date de mise en ligne : dimanche 5 octobre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En 2003, je publiais dans la Revue internationale et stratégique (n°3/2003) cet article consacré tant à l'intervention US en Irak, qu'aux dérives de la politique étrangère usaméricaine. Le remplacement de George Bush Jr. par le Président Obama avait fait naître l'espoir que les États-Unis reviendraient à une vision plus réaliste des relations internationales. Aujourd'hui, en 2014, soit plus de 11 ans après que cet article ait été écrit, on voit qu'il n'en est rien. La nécessité de l'endiguement de la politique étrangère des États-Unis d'Amérique est toujours aussi impérieuse. Aussi ai-je décidé de le republier. L'article original peut être trouvé ici.

La récente guerre en Irak et l'affrontement entre les États-Unis d'Amérique et le bloc France-Allemagne-Russie témoignent d'une nouvelle dynamique. Cette crise trouve ses racines dans un processus alarmant, qui est en train de transformer le système politique US. Elle aura des effets de recomposition considérables et constitue un tournant majeur dans les relations internationales.

La crise actuelle, symbole de l'évolution du système US

La guerre en Irak de 2003 ne doit pas être considérée comme la simple continuation de celle de 1990-1991. À cette époque, si le système politique US s'organisait autour d'une pensée impériale qui le conduisait à un interventionnisme militaire, elle lui imposait aussi un raisonnement politique quant aux conditions de l'engagement des forces armées et aux conséquences de ce dernier.

Or, il existe depuis le 11 septembre 2001 une accumulation d'indices allant dans le sens d'un abandon du projet impérial. George W. Bush s'est appuyé sur la combinaison du courant « néoconservateur » et des fondamentalistes chrétiens. À travers le choc des attentats, l'idéologie spontanée de cette alliance s'est radicalisée autour de thèmes par ailleurs anciens et permanents de la culture politique US : la « destinée manifeste », l'invocation de la « Providence » et une lecture du monde autour du conflit entre le *Bien et le Mal* [1]. Cette idéologie caractérise aux États-Unis un rejet populiste de la part des populations du Sud et des Grandes Plaines, des élites de la côte Est ou de la Californie. Elle s'accompagne d'ailleurs d'un rejet épidermique de l'*Organisation des Nations unies* (ONU) et des organisations analogues supposées être « antiusaméricaines ». Les formes extrêmes de ce rejet se manifestent à travers les milices armées impliquées dans de multiples attentats, dont celui d'Oklahoma City, qui fut le plus meurtrier. Il se combine à un discours du complot, accusant le pouvoir fédéral de tous les maux. La forte crispation patriotique, consécutive aux attentats, a donné à ce discours une nouvelle légitimité dans des segments de la population US qu'elle avait jusqu'ici épargnés. Cette idéologie est devenue le système de représentation dominant de l'équipe de G. W. Bush, marginalisant progressivement le discours « impérial » traditionnel.

On peut qualifier ce système d'isolationnisme interventionniste providentialiste. Il s'inscrit dans l'ancien courant isolationniste US par sa vision du monde extérieur, considéré comme intrinsèquement mauvais sauf s'il reprend à son compte les « valeurs US ». Cette continuité se manifeste aussi dans le rejet de l'ONU, qualifiée désormais de *Société des Nations* (SDN), une institution que l'Usamérique isolationniste rejeta en mars 1920. Cette pensée s'incarne dans la nouvelle doctrine de sécurité nationale diffusée en septembre 2002 ainsi que dans la place donnée aux instruments censés transformer le territoire des États-Unis en un sanctuaire inviolable (comme l'accélération brutale du développement de systèmes antimissile). La nouvelle doctrine proclamée après le 11 septembre 2001 inclut l'action préventive et affirme que « l'objectif définit l'alliance ». Elle permet de se soustraire à volonté des

cadres collectifs contraignants, quand ces derniers existent. L'interventionnisme ne cherche plus à organiser le monde, mais à détruire tous les risques qui rendraient impossible le repli isolationniste [2]. Cet interventionnisme définit ses adversaires dans le langage du *Bien et du Mal* et non dans celui d'une analyse de la complexité des interrelations.

L'autonomisation des éléments les plus radicaux

La concomitance de ces attentats et de la psychose créée par les lettres infectées au bacille du charbon (anthrax) a permis le développement d'une vague patriotique et sécuritaire de grande ampleur, systématiquement entretenue par la diffusion de fausses nouvelles.

Ainsi, les autorités américaines ont-elles associé ces lettres contaminées à l'Irak, alors qu'il a été démontré que la souche bactérienne provenait d'un laboratoire militaire américain [3]. Elles ont multiplié les déclarations sur des liens entre l'Irak et Al-Qaïda, alors que les services de renseignement US considèrent publiquement cette hypothèse comme non démontrée et peu plausible. Enfin, l'arsenal irakien a été systématiquement exagéré, comme le prouve l'affirmation de Colin Powell selon laquelle l'Irak détenait 1 200 batteries de missiles à longue portée [4], ou le rapport utilisé par Anthony Blair en février 2003 et qui s'est avéré être une simple copie d'un travail universitaire sur l'arsenal irakien de 1991 [5]. Le responsable de l'*Agence internationale de l'énergie atomique* (AIEA) a ainsi pu, devant le Conseil de sécurité, qualifier de mensonges les allégations proférées par le président US lui-même [6]. Une opération de grande ampleur de manipulation et d'intimidation de l'opinion publique a permis à l'Administration Bush de ne pas avoir à justifier publiquement ses différents mensonges. Cette démarche rappelle la préparation psychologique des opinions publiques durant l'été 1914 mais aussi, dans un passé plus récent, l'épisode du maccarthysme. Il faut d'ailleurs noter le succès de cette préparation psychologique. Début juin 2003, un tiers des Usaméricains croyaient que des armes de destruction massive (ADM) avaient été découvertes en Irak et 22 % pensaient que les forces irakiennes avaient utilisé de telles armes contre les troupes américaines [7], deux affirmations que l'on sait être fausses.

Par ailleurs, la désignation de groupes ethniques - notamment des personnes d'origine mexicaine à la suite des indications selon lesquelles le Gouvernement mexicain ne soutiendrait pas les positions US à l'ONU -, qualifiés d'« antiusaméricains » par des proches de G. W. Bush, mais aussi par le président lui-même [8], indique une disposition de la part des radicaux providentialistes à l'« antagonisation » des rapports sociaux et ethniques. Cette antagonisation pourrait servir à justifier le patriotisme sécuritaire. La logique de l'isolationnisme interventionniste providentialiste est d'instaurer un état de guerre permanent à la fois extérieur et intérieur.

L'équipe de G. W. Bush a également entrepris de remodeler une partie de l'Administration elle-même. Les mutations et nominations au sein des appareils militaires et de sécurité indiquent une volonté délibérée d'exploiter les différences entre clans et groupes afin d'empêcher la formation d'une opinion professionnelle unifiée dans ces domaines [9]. Donald Rumsfeld a mené sa guerre personnelle pour imposer ses vues à l'état-major. Ce faisant, il a contribué à créer un climat de suspicion réciproque et de favoritisme permettant toutes les manipulations [10]. Les réactions des milieux professionnels sont allées de la démission publique à l'organisation de fuites, critiquant les différents aspects de la politique de l'équipe Bush [11].

Cette autonomisation est un processus en cours que facilitent les situations de conflit armé. Il serait logique que ces dernières se succèdent désormais rapidement. La désignation de nouveaux adversaires - la Syrie et l'Iran étant à court terme les plus probables - est à la fois nécessaire à la poursuite de ce processus et sera rendue possible par son approfondissement. Il faut donc craindre une fuite en avant du groupe isolationniste interventionniste.

La politique US et ses conséquences : un enjeu dépassant la crise irakienne

Le différend entre la France et les États-Unis d'Amérique n'oppose pas pacifisme à bellicisme. Le recours à la force armée peut être nécessaire face à une agression délibérée ou à une menace constatée de génocide. Il peut aussi être justifié devant le refus d'un ancien agresseur à donner les garanties de sécurité dont ses voisins ont besoin. Or, de l'avis des inspecteurs US de l'équipe qui fut expulsée en 1998 (Scott Ritter en particulier) [12], le travail de l'équipe de Hans Blix était en train d'aboutir au désarmement effectif de l'Irak. Le refus opposé, après la victoire, de laisser ces inspecteurs revenir en Irak montre que tout point de vue indépendant, susceptible de donner une vision objective contraire au discours idéologique de l'isolationnisme interventionniste providentialiste est aujourd'hui insupportable aux yeux de l'équipe de G. W. Bush.

Le différend n'est pas non plus lié à l'unilatéralisme US. Pour considérer un unilatéralisme condamnable, il faudrait supposer qu'existent des institutions multilatérales parfaites et complètes. Sauf à faire cette démonstration, il faut admettre la possibilité d'une action de l'une des parties prenantes. Cela est évident face à un danger mettant directement en cause la sécurité des citoyens. L'obligation première du gouvernement démocratique d'un pays souverain est celle d'assurer la sécurité de ses mandants. Toute autre position reviendrait à considérer que le droit international impose à un gouvernement démocratique un droit supérieur à celui qu'exercent sur lui ses propres électeurs. Ceci signifierait la fin de la liberté du peuple et fonderait une tyrannie. En prenant des mesures unilatérales de protection lors de la « crise de la vache folle », la France a ainsi fait jouer ce droit inaliénable de tout pays souverain. C'est l'effet réciproque de dissuasion, engendré par la possibilité d'action de chacun, qui constitue le véritable ciment des cadres multilatéraux. Le problème est ailleurs.

Ce qui est condamnable, c'est que les États-Unis d'Amérique mènent et veulent mener non pas des guerres défensives ou préemptives, mais bien des guerres préventives qui ne peuvent que rendre le monde plus dangereux et la prolifération des ADM plus probable [13]. Ce qui est inquiétant, c'est l'asymétrie de la puissance militaire des États-Unis d'Amérique qui déséquilibre tout ordre international. Ce qui constitue une menace potentielle pour tous est la nature désormais autoréférentielle de l'action US. Elle institue une imprévisibilité absolue des relations internationales et rend sans objet tout débat sur une relation d'alliance avec les États-Unis d'Amérique. Le projet de l'isolationnisme interventionniste providentialiste n'est pas la création d'un nouvel ordre international mais la seule sécurité de l'isolat US. Il engendre le chaos. Son échec dans la reconstruction de l'Afghanistan, où la situation s'est détériorée au premier semestre 2003, est patent. Le mépris des populations irakiennes libérées indique que la construction de la démocratie n'est pas un objectif. Le fait que les troupes d'occupation US aient rejeté les obligations de la Convention de Genève, lors du pillage des hôpitaux ou en favorisant celui du Musée national de Bagdad [14], montrent que les dirigeants US se considèrent comme au-dessus de toute obligation dès qu'il s'agit du sort de non-USaméricains. Le peu d'enthousiasme des « libérés » à l'égard de leurs « libérateurs » témoigne de la manière dont les seconds traitent les premiers [15]. Le cas des prisonniers de Guantanamo constitue un exemple supplémentaire de cette attitude [16].

Une nécessaire stratégie d'endiguement

Il ne faut donc pas sous-estimer l'ampleur du différend qui nous oppose aux États-Unis d'Amérique. Fors notre reddition, rien ne contentera l'idéologie providentialiste. Si sa prégnance sur le système politique US devait se confirmer, il faudrait en tirer les conséquences et définir alors une stratégie adaptée visant à contenir l'isolationnisme interventionniste providentialiste afin d'éviter la propagation d'un chaos destructeur à l'échelle mondiale. Ce n'est pas un objectif irréaliste en raison des inquiétudes légitimes que cette idéologie suscite dans les autres pays ainsi qu'aux États-Unis d'Amérique. Il implique d'imposer des coûts politiques, économiques, voire militaires, insupportables pour les forces sociales et politiques US.

La remarquable bataille politique et diplomatique du début de cette crise devrait se poursuivre par une stratégie d'alliance, à la fois avec les pays dont les gouvernements sont légitimement inquiets du nouveau cours de la politique US, mais aussi, sous des formes spécifiques, avec les mouvements sociaux qui peuvent constituer un frein à l'isolationnisme interventionniste. Leur contribution à l'isolement politique de l'Administration Bush et à une victoire définitive dans la guerre de l'information et des représentations pourrait être considérable. Ceci impliquerait de perturber le financement de l'effort politico-militaire US, en l'empêchant de faire main basse sur le pétrole irakien, comme les États-Unis d'Amérique en ont l'intention avec une cynique impudence [17], et en rendant aussi difficile que possible le refinancement de l'énorme déficit public organisé par l'équipe Bush. En effet, le *Congressional Budget Office* prévoit un déficit budgétaire de 287 milliards de dollars pour 2003 et de 338 milliards pour 2004 [18]. On peut imaginer alors une législation pénalisant la détention de titres publics US par les agents économiques européens. L'euro aurait un rôle important à jouer, en particulier dans les transactions concernant l'énergie et les matières premières, mais à la condition qu'une direction politique claire soit imposée à la direction de la Banque centrale européenne (BCE). Une telle stratégie impliquerait également un effort considérable dans le domaine de la défense pour réduire l'écart avec les États-Unis d'Amérique. Une véritable politique européenne, qui appliquerait enfin les pénalités décidées il y a plusieurs années pour les achats de matériels non européens, s'imposerait, de même qu'une alliance technologique et industrielle avec la Russie.

Le bloc Paris-Berlin-Moscou constituerait le noyau dur de cette politique et devrait progressivement être institutionnalisé. Son élargissement à d'autres pays, comme la Chine et l'Inde, s'impose pour tenir compte de l'extension inévitable des objectifs de l'isolationnisme interventionniste providentialiste. Cet élargissement devrait viser à rassembler la grande majorité des membres de l'ONU, dont la survie est directement menacée. Les États-Unis sont clairement décidés soit à contourner cette organisation, soit à la transformer en pure chambre d'enregistrement. Dans un cas comme dans l'autre, cela signifierait la fin des principes d'organisation des relations internationales issus de la Seconde Guerre mondiale. Compte tenu de cette politique, la question du financement de l'ONU se posera rapidement. Un accord entre un certain nombre de pays pour dégager les fonds nécessaires, par exemple par des taxes sur les mouvements de capitaux, conditionnera la survie des Nations Unies.

Ce rassemblement devra aussi se faire autour de propositions réalistes à mettre en oeuvre une fois provoquée la crise de l'isolationnisme interventionniste. Il faudra, en effet, réparer les dégâts qu'il aura provoqués. Cette tâche concerne le Moyen-Orient et l'arc des pays à forte population musulmane, en particulier en Asie. Elle nécessite une politique cohérente par rapport aux problèmes mondiaux du développement équitable. La France a vocation à être le moteur d'un tel processus, car l'Allemagne ne possède pas les instruments diplomatiques ou la crédibilité nécessaire, et la Russie ne pourra ni ne voudra assumer ici le premier rôle. Arrimer solidement ce pays à cette stratégie est d'autant plus important que ses relations avec les États-Unis d'Amérique sont complexes. L'intérêt de la Russie, affaiblie sur les plans économique et social, est d'éviter l'isolement. Moscou sait, par ailleurs, que l'alliance antiterroriste issue du 11 septembre 2001 oblige Washington à cesser son soutien aux forces islamistes à l'oeuvre dans le Caucase et le bassin de la mer Caspienne. Pour autant, les États-Unis d'Amérique ne sont qu'un partenaire économique mineur de la Russie : ils représentent 4 % de son commerce contre 35 % pour l'Union européenne (UE) avant l'élargissement. L'objectif de la Russie reste un monde multipolaire, et le discours messianique actuellement tenu à Washington, comme l'inclusion de l'Iran dans l'« axe du Mal », constitue une menace directe pour les intérêts vitaux russes. La Russie s'est engagée dans la mesure où elle a été persuadée de la solidité de la position française et du couple franco-allemand. L'avenir repose donc sur la crédibilité de la politique franco-allemande et la mise en oeuvre rapide d'une stratégie d'intégration de la Russie. Tel sera le coeur d'une construction européenne réellement indépendante.

Il est encore possible que les élites américaines comprennent d'ici 2004 dans quelle dynamique l'équipe de G. W. Bush les entraîne. Si tel n'était pas le cas, il serait illusoire de croire que l'on pourra faire l'économie d'une politique globale d'endiguement, avec les alliances qu'elle suppose.

Une culture politique US spécifique

Le conflit actuel réactive naturellement un discours convenu sur l'antiusaméricanisme. Cependant, réduire l'opposition actuelle entre la France et les États-Unis d'Amérique à un refus de principe de tout ce qui proviendrait de Washington démontrerait une redoutable perte d'intelligence et reviendrait à se situer sur le terrain des providentialistes.

Les termes d'antiusaméricanisme et d'antiusaméricain proviennent du discours patriotique radical propre à ce courant. Si des critiques, historiquement situées, de la politique usaméricaine donnent naissance à l'accusation immédiate d'antiusaméricanisme, cela s'explique aussi parce que ce courant véhicule l'idée d'une singularité relevant non plus d'une trajectoire historique mais d'une différence radicale de la nature de la société américaine. Ceci renvoie au discours des Pères fondateurs sur l'absence d'historicité de la nation usaméricaine, une absence dont elle tire sa légitimité pour se proclamer une nouvelle Jérusalem [19]. Se profile alors une distinction fondamentale entre la manière dont nos sociétés peuvent se penser et penser la démocratie.

La pensée politique européenne moderne est liée à la Réforme et aux guerres qui s'ensuivent. Confrontés à l'hétérogénéité religieuse, les contemporains ont produit trois solutions alternatives : la gestion de cette hétérogénéité par celle des principautés (le principe *cujus regio, ejus religio*, selon lequel on adopte la religion de son souverain), le « départ » pour fonder une cité radicalement différente en un lieu réputé désert et, enfin, la tolérance dont la contrepartie est le nécessaire cantonnement du religieux à la sphère privée. Les États-Unis d'Amérique sont les héritiers de la seconde solution alors que la conception française de la démocratie et de la laïcité découle directement de la troisième. Cette conception a été exprimée par Jean Bodin, auteur de « Les six livres de la République » mais aussi d'un important traité sur la tolérance religieuse. Ce point n'est pas anecdotique. J. Bodin fait explicitement le lien entre l'hétérogénéité de la société et la nécessaire translation de la souveraineté de la personne du Prince à l'ensemble de la société [20]. Cette hétérogénéité est en premier lieu religieuse. Il commence par la croire temporaire. Dans *Les six livres de la République*, il maintient comme objectif ultime la réconciliation religieuse. La translation de souveraineté qu'il propose vise à s'accommoder de ce qui est pour lui un « malheur des temps », le fait que cette réconciliation ne soit pas concevable dans un délai raisonnable. Cependant, son expérience - celle des guerres de Religion - lui montre qu'il faudra se résoudre à l'hétérogénéité. Il propose alors de la gérer à travers un principe fondateur : le retrait des croyances religieuses du débat public. Dans le *Colloquium Heptaplomeres*, écrit à la fin de sa vie, J. Bodin fait le deuil de la « grande réconciliation » religieuse espérée au XVI^e siècle. Si l'hétérogénéité est insurmontable, alors le cantonnement de la foi religieuse à la seule sphère privée, ce que nous appelons aujourd'hui la laïcité, est la condition de la constitution d'un espace politique commun [21]. La culture politique française et la compréhension même de la notion de souveraineté dans notre tradition constitutionnelle [22] doivent tout autant au J. Bodin qui écrit sur l'État qu'à celui qui écrit sur la pluralité religieuse.

Une partie de la spécificité de la culture politique US, au contraire, tient à l'adoption, souvent contrainte et forcée, de la solution du « départ » [23]. La dimension prophétique religieuse est intimement liée à la naissance de la nation usaméricaine. Il serait certes réducteur de croire que l'isolationnisme interventionniste providentialiste soit la seule forme possible de la pensée politique US. La singularité de la culture politique US se trouve dans ses tensions. D'abord entre son affirmation initiale anhistorique et le fait qu'elle se déploie nécessairement dans l'histoire, et entre l'affirmation de valeurs universalistes et la volonté de s'affirmer comme l'unique détentrice de ces valeurs [24]. Ensuite, entre une culture politique qui se développe dans les zones denses du Nord-Est (et à la fin du XX^e siècle en Californie) et une culture politique nostalgique de la faible densité, celle des fermiers isolés qui correspondent au modèle symbolique de départ. L'attachement irraisonné à la libre circulation des armes s'enracine dans cette culture. Ces tensions aboutissent à deux conceptions radicalement différentes de la démocratie. Dans la culture nostalgique de la faible densité, ce terme signifie la présence des « trois libertés » : de parole, de commerce et de religion. Elle se réduit au couple de la *Bible et du fusil*. Dans la culture de la densité, la démocratie est une construction sociale fondée sur des organisations collectives et sur leur capacité à donner forme, à travers le débat public et la sanction majoritaire, aux institutions comme aux politiques [25]. L'isolationnisme interventionniste providentialiste correspond

à une tentative de prédominance d'une polarité sur toutes les autres. Il n'est pas l'aboutissement inéluctable de l'histoire américaine mais il faut avoir le courage de reconnaître qu'il traduit un mouvement profondément enraciné dans cette culture et dont les signes de radicalisation sont patents depuis l'époque de Ronald Reagan [26] .

Même si l'émergence de ce courant ne devait être qu'un accident passager, comme il faut l'espérer et comme on doit y contribuer, elle révélerait l'ambiguïté de la notion de communauté de valeurs entre nos deux pays. Cela signifie la fin de l'Occident, construction mythique issue de la guerre froide, au profit d'un nécessaire inventaire des points qui nous sont réellement communs comme de ceux sur lesquels nous nous opposons radicalement. Cet inventaire aurait dû être fait au XXe siècle. Les circonstances tragiques de cette période ont rendu impossible un tel travail. Désormais, il devient urgent de l'entreprendre.

Jacques Sapir pour [Russeurope](#)

Jacques Sapir

Ses travaux de chercheur se sont orientés dans trois dimensions, l'étude de l'économie russe et de la transition, l'analyse des crises financières et des recherches théoriques sur les institutions économiques et les interactions entre les comportements individuels. Il a poursuivi ses recherches à partir de 2000 sur les interactions entre les régimes de change, la structuration des systèmes financiers et les instabilités macroéconomiques. Depuis 2007 il s'est impliqué dans l'analyse de la crise financière actuelle, et en particulier dans la crise de la zone Euro.

[Russeurope](#). Paris, 2 octobre 2014

Post-scriptum :

***Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « [La Démondialisation](#)[<https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladialaa-21&l=ur2&o=8>] » (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] Jackson Lears, « [How a War Became a Crusade](#) », *The New York Times*, 11 mars 2003.

[2] Voir Maurice Godelier, Jacques Sapir, « [Les États-Unis ou le chaos](#) », *Libération*, 4 avril 2003, p. 13.

[3] Un chercheur usaméricain, qui travailla au US-AMRIId à Fort Detrick, est d'ailleurs publiquement soupçonné par le Federal Bureau of Investigation (FBI). Voir Kelli Aarena, « [FBI Searches Apartment in Anthrax Probe](#) », consulté le 20 mai 2003

[4] « *Transcript of the Declaration of US Secretary of State, Mr. Colin Powell at the UNO Security Council in Plenary Session* », New York, Service des transcriptions des Nations Unies.

[5] Notons ici que, dans ces conditions, si les forces Us-britanniques devaient trouver prochainement des armes chimiques ou biologiques en Irak, cette information serait hélas toujours entachée d'un doute important en raison des falsifications antérieures.

[6] Mohamed El Baradei, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), présentation publique le 7 mars 2003 devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.cnn.com/2003/US/03/07/sp...>, consulté le 20 mai 2003

[7] Franck Davies, « *War Poll Uncovers Fact Gap* », *Philadelphia Inquirer*, 14 juin 2003, p. 1.

- [8] Interview de George W. Bush au Copley News Service, 3 mars 2003. Voir aussi, Paul Krugman, « [Let Them Hate as Long as They Fear](#) », The New York Times, 7 mars 2003.
- [9] Voir Seymour M. Hersh, « [Offense and Defense : The Battle between Donald Rumsfeld and the Pentagon](#) », The New Yorker, 7 avril 2003.
- [10] Voir Romesh Ratnesar, « [Sticking to His Guns](#) », Time Magazine, 1-7 avril 2003.
- [11] Glenn Kessler, Walter Pincus, « *Advisers Split as War Unfolds, One Faction Hopes Bush Notes "Bum Advice"* », The Washington Post, 31 mars 2003, p. A1 ; et Greg Jaffe à Washington, Hugh Pope à Irbil, Irak, et Helene Cooper près de Karbala, Irak, « *US Military Officers Warn of Too Few Coalition Troops* », Wall Street Journal, 31 mars 2003.]. Cependant, celle-ci a réussi, pour le moment, à fragmenter ces institutions et à empêcher la constitution d'un point de vue unifié, même si la manipulation du renseignement à laquelle l'Administration Bush s'est livrée risque d'avoir des conséquences politiques importantes [[Walter Pincus, Dana Priest, « *Lawmakers Begin Iraq Intelligence Hearings ; White House Continues to Defend War Decision* », Washington Post, 19 juin 2003 ; p. A16.
- [12] Scott Ritter, « *Les inspections détruisent plus d'armes que les bombardements* », propos recueillis par Aziz Zemouri, Le Figaro Magazine, 1er mars 2003, p. 14-15. Voir aussi, Scott Ritter, William R. Pitt, « *Guerre à l'Irak : ce que l'équipe Bush ne dit pas* », Paris, Le Serpent à Plumes, 2003.
- [13] Mohamed El Baradei, « [Preemption Is Not the Model](#) », The Washington Post, 23 avril 2003.
- [14] Ole Rothenborg, « [États-Unis uppmanade till rofferi](#) [Les États-Unis ont encouragé le pillage], Dagens Nyheter, 11 avril 2003, texte en suédois. Voir aussi Polskiego Radia, 24 avril 2003, intervention du journaliste Jacek Kaczmarek depuis Bagdad.
- [15] Thomas L. Friedman, « [Hold Your Applause](#) », The New York Times, 9 avril 2003 ; Mickael R. Gordon, « [The Fog of Peace](#) », The New York Times, 1er mai 2003.
- [16] AP, « [US Plans Mental Ward For Detainees](#) », Los Angeles Times, 7 mars 2003.
- [17] Jane Mayer, « [The Contractors](#) », The New Yorker, 5 mai 2003 ; « [US Seeks Help To Privatize Iraq](#) », CNN, 1er mai 2003, consulté le 25 juin 2003.
- [18] Jonathan Weisman, « *Chronic Budget Deficits Forecast. CBO Bases Estimate on Cost of President's Budget Plan* », The Washington Post, 8 mars 2003, p. A1.
- [19] Voir Élise Marienstras, « *Les mythes fondateurs de la nation américaine* », Paris, Maspero, 1977, p. 338.
- [20] Jean Bodin, « *Les six livres de la République* », Paris, Fayard, 1986 [1re éd., Amsterdam, 1576].
- [21] Voir Joseph Lecler, *Histoire de la tolérance au siècle de la Réforme*, Paris, Aubier Montaigne, 1955, vol. 2, p. 153-159.
- [22] Voir René Carré de Malberg, *Contribution à la théorie générale de l'État*, Paris, Éditions du CNRS, 1962, 2 vol. [1re éd., Paris, Sirey, 1920-1922].
- [23] Solution dont il faut souligner l'isomorphisme avec les comportements sur les marchés réputés purs.
- [24] E. Marienstras, op. cit., p. 340.
- [25] Voir l'importance des groupes sociaux organisés chez Arthur F. Bentley, « *The Process of Government : A Study of Social Pressures* », Bloomington (Ind.), Principia Press, 1949.

[26] Un incident de l'époque est aujourd'hui rétrospectivement révélateur. Quand Ronald Reagan chercha à imposer la prière obligatoire à l'école primaire, sous la pression des groupes évangéliques de la « coalition chrétienne », il se heurta à l'opposition farouche d'un républicain pourtant ultra-conservateur, Barry Goldwater.